

 – Département Ecologie et Modèles pour l’Halieutique (EMH)

Célia de Laleu

Juillet 2007- Rapport interne EMH

# Evolution du Bulletin des indicateurs issues des pêches scientifiques

Synthèse des entretiens

## RESUME

### **Valider le Bulletin des indicateurs issues des pêches scientifiques auprès de sa cible : une démarche active**

Pour évaluer l'intérêt et la pertinence du 'Bulletin des indicateurs des campagnes scientifiques' produit par Ifremer, douze entretiens auprès de personnes représentatives des acteurs de la filière pêche ont été menés. L'originalité de la démarche a été saluée par l'ensemble des personnes interrogées. Ces entretiens ont mis le doigt sur les écueils des rapports scientifiques qui restent souvent inaccessibles aux acteurs de la pêche. Ils ont permis aux chercheurs impliqués dans la préparation de ce bulletin de mieux comprendre les attentes des lecteurs et de faire évoluer les objectifs du bulletin.

### **Résultats de l'étude**

Dans l'ensemble et en dehors du bulletin, il ressort :

- Un besoin d'échanges plus fréquents avec les chercheurs pour éviter un sentiment d'incompréhension
- Une demande de simplification du langage et de la présentation des résultats scientifiques
- Une demande de synthèse : des titres, des signaux d'alerte, des résumés
- Une demande de pragmatisme : une science appliquée, une aide à la gestion
- Une demande de co-expertise avec les professionnels pour légitimer la pertinence des données

L'attente se situe au niveau de la compréhension de ce que sont les campagnes scientifiques et de la connaissance de l'état des écosystèmes.

Pour chacune des trois cibles identifiées, des attentes propres ressortent. Les professionnels recherchent plutôt des indicateurs sur leur pêcherie ou sur leur zone de pêche. Les institutions attendent des outils de gestion multicritères sur une zone géographique donnée, différents des avis du Conseil International pour l'Exploration de la Mer, tout en reconnaissant leur « relation quasi incestueuse » avec les pêcheurs. Les représentants de la société civile (presse, ONG, institutions non gestionnaires) ont besoin d'une information regroupée et synthétique sur l'univers marin, très difficile à trouver aujourd'hui.

### **Evaluation du bulletin : agréable mais complexe...**

Le bulletin a été apprécié pour son approche volontairement territoriale, attractive et synthétique et sa volonté de présenter les campagnes scientifiques. Il a été critiqué pour son caractère encore trop scientifique, ses graphiques non explicites, ses messages pas clairs et ses conclusions consensuelles.

Enfin, élargir l'information purement campagne à des données de contexte sur l'effort de pêche, le climat, la biologie...qui permettrait de recenser toute l'information connue sur une zone donnée a été unanimement formulé.

### **Evolution préconisée : transparence, régionalisation, diagnostic**

Les pistes d'évolution retenues devraient permettre :

une meilleure connaissance des campagnes scientifiques,  
une approche régionale qui transcende le périmètre de la campagne,  
l'expression d'un diagnostic affiché de l'état du peuplement observé.

<b>1. Introduction</b>	<b>4</b>
1.1. Le bulletin des campagnes scientifiques	4
1.1.1. Historique .....	4
1.1.2. Objectifs de communication.....	4
1.2. L'étude qualitative	5
1.2.1. Objectifs .....	5
1.2.2. Cibles .....	5
1.2.3. Entretiens réalisés.....	6
1.2.4. Axes de discussion .....	6
1.3. La restitution	7
<b>2. SYNTHÈSE DES ENTRETIENS</b>	<b>8</b>
2.1. Les attentes envers la communauté scientifique	8
2.1.1. Les attentes communes aux trois cibles.....	8
2.1.2. Les attentes des professionnels .....	10
2.1.3. Les attentes des institutions.....	11
2.1.4. Les attentes de la cible civile .....	12
2.2. La relation pêcheur chercheur	12
2.3. La perception des notions de gestion durable et écosystémique	14
2.3.1. La notion de gestion intégrée pour le développement durable .....	14
2.3.2. La perception de la notion d'indicateur .....	15
2.3.3. L'approche écosystémique .....	16
2.4. la critique du bulletin	17
2.4.1. Ses points forts .....	17
2.4.2. Ses points faibles.....	18
2.5. Les pistes d'évolution	19
2.5.1. Présentation des résultats des campagnes scientifiques.....	19
2.5.2. Présentation synthétique régionale multicritères .....	20
<b>3. CONCLUSION</b>	<b>21</b>
3.1. Evolutions à mettre en oeuvre	21
3.2. Bilan de l'étude	21

## 1. Introduction

### 1.1. Le bulletin des campagnes scientifiques

#### 1.1.1. Historique

Les campagnes scientifiques de l'Ifremer font l'objet depuis 2001 d'un travail de recherche et d'exploitation des données que les scientifiques destinent à l'ensemble des parties prenantes de la gestion des pêches, administrations publiques et profession économique.

Le contexte de la gestion des ressources halieutiques évolue. La société, de plus en plus concernée par les problématiques environnementales, se préoccupe de l'impact de la pêche sur le système marin et de la qualité des produits issus de la pêche. La commission européenne s'est engagée à mettre à la disposition du parlement européen des indicateurs halieutiques.

La création du Bulletin de la faune observée par les pêches scientifiques s'inscrit dans ce contexte. Il ne s'adresse donc pas exclusivement à la communauté scientifique, mais à l'ensemble acteurs concernées par la gestion des pêches, et dans une certaine mesure aux représentants de la société civile sur le sujet de la ressource.

Après avoir défini des indicateurs, un groupe de recherche de l'Ifremer a produit un rapport à caractère scientifique : L'état des communautés exploitées au large des côtes de France, et un article dans la revue scientifique internationale ICES Journal of Marine Sciences.

En 2005, un premier bulletin, faisant un bilan des campagnes scientifiques jusqu'en 2002, a posé les jalons de la mise en forme des indicateurs et n'a été que très peu diffusé. En 2007, le bilan 2004 a fait l'objet d'une étude qualitative, présentée dans cette synthèse. Il a été soumis à une quinzaine de personnes pour en évaluer la forme et le fond.

#### 1.1.2. Objectifs de communication

Le bulletin présente d'une certaine manière les conséquences de la pêche sur l'écosystème, un « monde vivant » et sensible. L'évolution des espèces non commerciales a des conséquences sur l'équilibre de cet écosystème. Il présente donc les évolutions des espèces d'intérêt halieutique, mais pas exclusivement commerciales. Sa vocation est nationale.

Les destinataires du bulletin sont :

- Les acteurs économiques, ceux qui ont des intérêts dans le système de la pêche : les pêcheurs eux-mêmes, les organisations professionnelles : comités locaux, régionaux, national, les organisations de producteurs auxquelles les pêcheurs adhèrent fortement ;
- Les acteurs institutionnels, ceux qui ont le pouvoir, c'est à dire les décideurs politiques, les pouvoirs publics, les institutions et les élus ;
- La société au sens large, représentée par les ONG, en recherche de connaissances sur les systèmes naturels utilisés par l'homme, et la presse, soucieuse d'informer sur les sujets porteurs.

Le but de ce bulletin est de montrer les changements, les évolutions. La démarche se veut pédagogique. Les limites restent celles de l'état des connaissances sur un domaine encore en

développement, très sensible aux changements de l'environnement, qu'ils soient dus à la pollution, au réchauffement climatique, ou à la pression de la pêche.

Les trois principaux objectifs du bulletin sont :

#### *La publicité des indicateurs*

Rendre publics des indicateurs d'évolution des espèces constituant les écosystèmes d'intérêt halieutique sur les principales côtes françaises afin de les partager avec les parties prenantes de la pêche est le tout premier objectif du bulletin.

#### *La sensibilisation des professionnels à une approche écosystémique*

Sensibiliser à une réflexion écosystémique la frange la plus concernée par les ressources vivantes marines, à savoir les professionnels de la pêche, est le second objectif. Il s'agit de commencer à les inciter à réfléchir non plus exclusivement sur des espèces d'intérêt commercial, mais sur un environnement vu dans son ensemble.

#### *La réponse à des préoccupations écologiques de la société civile*

Se tourner vers la société civile, inquiète pour l'environnement, sa préservation, sa transmission, et donc sensible à l'état des ressources naturelles, leur exploitation et leur gestion en est le dernier aspect.

## **1.2. L'étude qualitative**

### **1.2.1. Objectifs**

L'Ifremer a choisi de procéder à une étude qualitative, en interrogeant 15 personnes susceptibles de représenter les acteurs de la filière pêche, afin de déterminer la capacité du bulletin à répondre à ses objectifs de communication, d'évaluer son niveau de compréhension, son intérêt, son utilité, et de réfléchir à des pistes d'évolution. L'objectif de cette étude était de valider la forme et le contenu du « Bulletin des indicateurs de poissons et invertébrés des côtes françaises 2004 » afin de le faire évoluer vers un document le plus adapté à ses destinataires.

### **1.2.2. Cibles**

Les cibles de l'enquête reflètent les trois types de destinataires :

#### *Une cible institutionnelle*

- La Direction des Pêches Maritimes et de l'Aquaculture
- Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
- Un fonctionnaire territorial de la gestion des pêches
- Les Affaires Maritimes régionales
- Un ou plusieurs élus maritimes, conseiller régional par exemple

Les Comités Consultatifs Régionaux n'ont pas été retenus pour ces entretiens, leur point de vue est considéré comme étant celui des professionnels et donc redondant avec la cible professionnelle. De surcroît, ils sortent du cadre national du bulletin.

*Une cible professionnelle*

- Le Comité National des Pêches
- Un Comité Régional des Pêches
- Un Comité Local des Pêches
- Des pêcheurs
- Une Organisation de Producteurs

*Une cible civile*

- Une ONG
- Un journaliste de la presse spécialisée

**1.2.3. Entretiens réalisés**

Douze entretiens ont été réalisés au mois de mai 2007 en face à face et ont duré au minimum une heure (une heure 30 en moyenne). Les entretiens ont été menés par une chargée de communication ayant été mandatée sur quatre mois pour réaliser cette étude et faire évoluer le bulletin en fonction des propos tenus. Les entretiens avec les pêcheurs n'ont pu être réalisés à cause d'une liste trop restrictive et par manque de disponibilité des membres de la liste. Un seul pêcheur a pu être contacté. L'entretien s'est passé par téléphone, sans que le pêcheur ait le bulletin sous les yeux.

Pour la cible institutionnelle :

- Le sous-directeur de la Direction des Pêches Maritimes et de l'Aquaculture
- Deux chargés de mission à l'Institut Français de l'Environnement
- Le directeur de la publication de l'Association du Grand Littoral Atlantique
- Le directeur de la Direction Régionale des Affaires Maritimes Bretagne
- La vice-présidente chargée de la pêche du Conseil régional de Bretagne
- Un sénateur des Côtes d'Armor

Pour la cible professionnelle :

- Le directeur et trois halieutes du Comité National des Pêches
- Le président du Comité Régional des Pêches de Basse Normandie
- Le permanent du Comité Local des Pêches d'Audierne
- Un ingénieur halieute de l'Association Nationale des Organisations de Pêcheurs
- Un pêcheur chalutier dragueur de Basse Normandie, par téléphone

Pour la cible civile :

- Le directeur des programmes WWF France
- Un journaliste de l'hebdomadaire économique Le Marin

**1.2.4. Axes de discussion**

La discussion s'est organisée autour de cinq sujets :

- le contexte de l'information halieutique :  
définir les sources d'information habituelles des destinataires sur les ressources halieutiques, déterminer leurs principales attentes à l'égard des scientifiques et notamment de l'Ifremer, savoir s'il existait un dénominateur commun sur les notions d'indicateur, de développement et d'exploitation durables, ainsi que de gestion intégrée ;
  - la perception du bulletin :  
son intérêt, son utilisation, ses points forts, ses points faibles ;
  - le contenu du bulletin :  
la pertinence et l'intérêt de chaque partie du bulletin (chaque personne interrogée s'est prêtée au jeu d'une analyse critique d'une fiche point par point, le pêcheur excepté) ;
  - la forme du bulletin :  
la compréhension des textes et des graphiques, la lisibilité, l'accessibilité, la clarté des informations présentées, leur cohérence visuelle et intellectuelle ;
  - les pistes d'évolution importantes, l'information manquante et les changements essentiels à faire.
- Il s'agissait de savoir quel message faisait passer le bulletin, dans quelle mesure les indicateurs avaient été compris, d'envisager comment rendre le bulletin plus « parlant », plus pertinent, plus intéressant et plus attractif.

### 1.3. La restitution

Cette synthèse se veut avant tout le reflet des entretiens qui ont été menés. La présentation tente de restituer le plus fidèlement possible ce que les différents interlocuteurs ont exprimé, que ce soit dans la convergence ou la diversité de leurs propos. Des *verbatim* illustratifs sont cités le plus souvent possible à cette fin.

Le principe est de transcrire d'abord le point de vue partagé par l'ensemble des personnes interrogées, et de préciser ensuite pour chaque cible les différences ou les spécificités qui sont apparues clairement à la retranscription. Des contradictions peuvent ainsi apparaître et sont volontairement laissées à la libre interprétation du lecteur. Ce qui est proposé ici se veut sans parti pris pour aucun des acteurs de la pêche, scientifiques compris.

Les pêcheurs n'ont pas été entendus comme il aurait été souhaité. Le point de vue des professionnels qui est traduit est donc principalement celui des représentants de la profession. Des réserves sont donc à faire sur ce point.

Cette restitution a pour objectif de faire ressortir les points saillants de convergence et de divergence, et pas d'équilibrer le point de vue de chaque segment cible.

## 2. SYNTHESE DES ENTRETIENS

### 2.1. Les attentes envers la communauté scientifique

L'analyse des entretiens a permis de faire ressortir un certain nombre d'attentes fortes à l'égard de la communauté scientifique, qui vont bien au-delà du bulletin en lui-même. Le défaut de réponses à ses attentes engendrent un sentiment de frustration et des incompréhensions qui peuvent peser sur le dialogue entre l'Ifremer et ses partenaires. Le bulletin a été le prétexte pour bien des interlocuteurs à dire le manque d'échanges qu'ils ressentaient entre les scientifiques et les acteurs de la filière pêche, à revendiquer une plus grande transparence et une meilleure réponse à des questions concrètes.

#### 2.1.1. Les attentes communes aux trois cibles

Un certain nombre d'attentes communes à l'ensemble des personnes interrogées sont ressorties. Elles témoignent d'une réelle volonté de communiquer plus et mieux avec les scientifiques.

*« Plus de contact, des échanges plus fréquents avec les chercheurs »*

Le besoin d'échanges pour comprendre, pour aider à « interpréter », pour « réconcilier », pour connaître l'avancée des scientifiques a été dit et redit par tous. La « mauvaise diffusion » du message scientifique a été relevée par « absence de valorisation » des travaux de recherche et absence de présentation des travaux par les scientifiques eux-mêmes. Des échanges plus nombreux seraient vécus comme une marque d'intérêt, un effort de communication et une véritable émulation. Le discours ambiant est d'aller vers une co-expertise. Ce qui transpire des travaux de recherche pour l'instant sont les avis du CIEM. La critique du scientifique retranché peut aller jusqu'à être décrite comme le « piège du scientifique qui n'est valorisé que lorsque l'espèce dont il s'occupe s'effondre ».

Toutes les personnes interrogées demandent plus de contact avec les scientifiques, des échanges plus fréquents, notamment lors de la définition des concepts et des outils opérationnels.

Les publications scientifiques sont un autre aspect de ces échanges. Elles sont perçues comme très techniques, peu visibles en dehors du sérail scientifique de la recherche, peu valorisées par des rencontres. Elles viennent « s'ajouter à la pile d'ouvrages existante », sans répondre aux questions des pêcheurs, des gestionnaires, des décideurs. Les administrations estiment qu'un effort de vulgarisation s'impose lorsque les analyses « s'adressent aux chefs d'entreprise de pêche », « si elles s'adressent bien à eux ! » L'objectivité du chercheur est pointée du doigt par les représentants des professionnels.

*« Un langage plus simple »*

La tendance du corps scientifique à utiliser un langage technique propre au monde de la recherche lui permet de bien communiquer en son sein, mais exclut nécessairement ceux qui n'en font pas partie, entre autre les pêcheurs. Si la spécialisation et l'utilisation d'une terminologie technique est admise, un « effort de pédagogie doit être fait par les scientifiques »



à l'égard du reste de la société, même si « celui à qui s'adresse le message doit également faire un effort de compréhension ».

L'effort de présentation de ce bulletin, au travers des couleurs, des graphiques, à la différence des publications scientifiques classiques, a été remarqué mais reste encore insuffisant.

*« Plus de synthèse »*

Dans l'ensemble, les personnes interrogées estiment qu'elles ont besoin d'une « synthèse des synthèses », d'un « abstract », qui leur donne une vision d'ensemble et leur permette de comprendre sans avoir à tout lire. De toute façon, elles ne liront que la partie qui les concerne directement, que cela concerne des espèces ou une région. La formalisation des résultats devrait être, semble-t-il, plus pragmatique et moins scientifique, pour la rendre plus accessible. Une présentation synthétique, avec des titres et des sous-titres, « quitte à grossir le trait », donne à « voir des signaux ». Les couleurs, des voyants sont des avancées : « les pastilles de couleur dans les fiches CIEM ont été un signe de progrès ». Le format recherché est celui de la fiche indépendante, et pas le « pavé de 250 pages imbuables ». La démonstration devrait se faire par les graphiques.

Une écriture plus « journalistique » est attendue, « sans tomber dans le people » ou la vulgarisation complète, afin de préserver le contenu. Il s'agit de trouver « un bon compromis entre lisibilité et information synthétique pas dégradée, complète ».

*« Des résultats plus proches de l'actualité »*

Même si la « difficulté à produire des données de qualité rapidement » est admise, le besoin de coller plus à l'actualité se fait sentir. Présenter des analyses d'évolution sur les données allant jusqu'à l'année précédant l'édition du bulletin serait plus pertinent.

*« Une science appliquée, pragmatique »*

Ce qui est demandé aux scientifiques est de « produire une information opérationnelle », de créer des outils d'aide à la gestion, de ne pas se contenter de suivre la ressource mais de la mettre en perspective avec l'ensemble des données dont l'institut dispose.

Cela signifie poser une problématique, pour répondre à de vraies questions. Le sentiment général est que les travaux de recherche ne répondent pas à des questions concrètes. Les professionnels, les administrations, les gens se demandent si ça va ? ou pas ? pourquoi ça ne va pas ? qu'est-ce qui ne va pas ? est-ce grave ? ou pas ? En ne répondant pas à ces questions, le scientifique donne le sentiment de s'éloigner de la réalité et de ne pas prendre de risques. Ce sentiment est renforcé par des documents, comme le bulletin où il n'y a pas de diagnostic posé clairement. La terminologie est importante dans ce contexte. L'absence des mots « danger » et « risque » associés à des espèces ou à des régions est relevée.

*« Plus de co-expertise »*

L'ensemble des personnes interrogées s'accordent à dire qu'une implication des professionnels à tous les niveaux serait préférable, dans un souci d'enrichissement mutuel. Cela permettrait

d'éviter qu'un bilan soit pris comme « le résultat d'une poignée de scientifiques de l'Ifremer » et pas comme le reflet de la réalité. Ces échanges avec les professionnels permettraient aux scientifiques « d'aller au delà de la trame traditionnelle du suivi scientifique », « d'aller vers une démarche participative ». Cette démarche augurerait un climat de confiance et d'échanges entre « praticiens et chercheurs ». La parole et les savoirs des pêcheurs sont crédibles aux yeux de toutes les personnes rencontrées. Ce sont les « meilleurs connaisseurs du milieu ». « La connaissance des scientifiques, quant à elle, reste spécifique ». Il a été dit et redit qu'« il n'y a pas d'opposition pêcheur poisson. »

L'ensemble des personnes interrogées reconnaît la « difficulté à parler du vivant, du volume, du mobile ». La qualification et la quantification de « ressources mobiles » étant encore en construction, elles ne peuvent être l'exclusif apanage des scientifiques. Les représentants des professionnels s'accordent à dire que pour « les ressources sédentaires comme les mollusques, les données sont bien mieux acceptées ». Un effort de présentation dans ce sens-là est fait par le comité régional des pêches.

Le laboratoire de Lorient est cité comme exemple d'échanges et de relations de qualité entre scientifiques et professionnels.

#### *Une explication de « ce que sont les pêches scientifiques »*

La méconnaissance de ce que sont les pêches scientifiques est évidente. Des explications sur ce que sont les campagnes : leurs objectifs, pourquoi et comment elles sont faites ? le choix des engins ? les protocoles suivis ? le choix de la période ? la périodicité ? la question de la co-évaluation ? semblent indispensables. Elles permettraient de « clarifier » et rendre « transparentes les méthodes » scientifiques.

#### *« Connaître l'état des écosystèmes »*

Une mise en perspective de toutes les informations collectées par l'Ifremer au travers d'un document qui présenterait l'état des écosystèmes marins des façades françaises est attendue. Tout le monde s'accorde à dire que le sujet est en construction mais nécessaire.

### **2.1.2. Les attentes des professionnels**

Il a été très difficile de rencontrer des pêcheurs en direct. Un seul sur les trois de la liste a pu être entendu, seulement au téléphone et sans le bulletin pour le pêcheur. Le point de vue des professionnels dans cette analyse est principalement celui traduit par leurs représentants (comités de pêche et organisations de professionnels). Les gestionnaires administratifs de la pêche formulent également assez facilement une opinion sur le point de vue des pêcheurs, qui est reprise lorsqu'elle va dans le même sens que celle des représentants.

Les attentes des professionnels telles qu'elles sont perçues par leurs représentants mettent en relief deux aspects importants pour susciter l'intérêt des pêcheurs. D'une part, trouver un vocabulaire commun ; des efforts sont attendus du côté des scientifiques. D'autre part, les chercheurs ne peuvent faire abstraction du fait que les centres d'intérêts des pêcheurs sont ancrés sur la biogéographie locale.

« *Un guide de l'halieutique pour les Nuls* »

Les notions et le vocabulaire scientifiques ne sont pas encore intégrés par les professionnels, même leurs représentants ne semblent pas complètement à l'aise avec la terminologie halieutique. Ne serait-ce que les noms de poissons peuvent faire l'objet de discussion entre ceux utilisés par les scientifiques et ceux utilisés par les professionnels. Des spécificités régionales sont bien identifiées. Un précis d'halieutique assez simple, pour donner les principales notions utilisées par les chercheurs paraîtrait pertinent. L'édition de « Gardons la pêche » a été citée à plusieurs reprises.

« *Cibler ce qui les intéresse* »

Afin d'être un minimum entendu, il semble important d'offrir des analyses ciblées sur une activité, une zone géographique pour présenter l'activité côtière ou l'évolution des écosystèmes, et de retomber toujours sur les espèces d'une manière ou d'une autre. La légèreté et l'accessibilité du document vont de pair. L'intérêt du pêcheur s'attache à ce qu'il connaît, son outil de travail, sa ressource, autrement dit aux espèces qui le concernent soit par son activité, soit dans sa région. Il semble que pour intéresser le pêcheur, il faille parler espèces. Un raisonnement construit uniquement sur le peuplement d'ensemble d'une zone serait contre-productif. Il faut sans doute cibler l'information et sa diffusion en fonction de la région des pêcheurs.

« *Les impliquer par leur territoire* »

« Comment aller au delà de la réflexion sur la capacité du stock qui ramène toujours le pêcheur à sa difficulté existentielle et donc à une impasse ? » Une mise en commun des savoirs et des savoir faire comme le propose le comité local des pêches d'Audierne permettrait de créer du lien social sur un territoire, de s'y intéresser d'une autre manière. En cela, il rejoint la responsabilisation par le territoire que propose l'ONG interrogée. Cette construction de la connaissance s'inscrit dans une logique type Wikipédia, à compléter au fur et à mesure des connaissances par tous et pas exclusivement par « les savants ».

### **2.1.3. Les attentes des institutions**

Au delà du dialogue avec les scientifiques que les institutions ont, quant à elles, régulièrement, la discussion s'est axée sur la faculté des scientifiques à répondre aux besoins des gestionnaires et donc à la création d'outils de gestion opérationnelle.

« *Des outils de gestion multicritères* »

Les institutions attendent des scientifiques « un outil de gestion pour les décideurs, les professionnels et la puissance publique » qui aille « vers la gestion durable, la préservation de la ressource et l'équilibre économique ».

Selon elles, il semble nécessaire de « déborder de l'espèce ou de la campagne » pour aller vers une approche complexe, multicritères et pluridisciplinaire avec des données sur l'effort de

pêche, les espèces invasives, la pollution des eaux, la quantité et la qualité de l'eau apportée par les fleuves, les extractions de granulats, la pêche de plaisance, la température et la salinité de l'eau de mer, les phénomènes de prédation entre espèces...

L'approche espèces existe déjà très bien au travers des avis du CIEM et des fiches espèces de l'Ifremer. Au delà de ces fiches « très bien faites », les administrations ont besoin de résultats pour la gestion des zones à travers des outils opérationnels qui disent : ce qui s'améliore, ce qui ne va pas, les conséquences des mesures prises, les apports de telle nouvelle réglementation...

Dans l'absolu, il faudrait définir « des zones à risques » et « des comportements propres à chaque zone ». Pour les administrations et notamment les élus, le scientifique doit « prendre des risques sur le futur », il ne s'agit « pas de prédire, mais d'anticiper quitte à se tromper ».

D'autre part, il semble important de remettre la pêche et les espèces dans un contexte historique, précédant les campagnes. Lorsqu'il s'agit de suivi, donner l'état initial avant les évolutions observées.

#### **2.1.4. Les attentes de la cible civile**

Les attentes et les réflexions des personnes représentant la société sont souvent communes à celles des hommes politiques interrogés et des administrations qui ne sont pas gestionnaires du type IFEN (Institut Français pour l'Environnement) et AGLIA (Association du Grand Littoral Atlantique). Elles se démarquent par un besoin d'information et un intérêt pour ce sujet grandissants.

*« Les informer et les aider à mieux comprendre un domaine mal connu »*

L'information sur le milieu marin est quasi inexistante. Il est très difficile d'avoir une information sur les pêcheries, sur les ressources, sur l'état des écosystèmes marins. Le site de la DPMA est considéré comme « misérable », « sans contenu et mal référencé ». « Trouver une information sur la partie terrestre est beaucoup plus facile » que sur la partie marine. Il est pratiquement « impossible de trouver une information aussi simple que le nombre de places dans les ports de plaisance » selon l'IFEN.

Pour palier à l'absence d'information générale publique sur le domaine de la pêche (par opposition à ce qui existe sur la partie terrestre), le bulletin apparaît comme un document d'information générale. Sans doute à améliorer, mais déjà un premier pas.

Tous ont bien conscience que le sujet est complexe. Mais ils aimeraient avoir un « état des lieux des pêcheries », des « clés pour interpréter et comprendre » les résultats, des données interprétées, prêtes à ingérer, à travers des tendances claires, un diagnostic visible, des indicateurs qui correspondent à de véritables enjeux de société.

Pour s'adresser à ce public élargi, la présentation doit être suffisamment vulgarisatrice pour « mettre en bouche, réveiller l'appétit, pour passer à table ensuite, sur des explications plus complexes et complètes », et donc surtout présenter une synthèse avec des « idées force ».

#### **2.2. La relation pêcheur chercheur**

La relation pêcheur scientifique a souvent été évoquée. Il paraît donc important de consacrer une partie de cette synthèse pour la décrire. La qualité de la relation entre la profession et les chercheurs est décrite par les personnes interrogées comme un « dialogue effiloché ». Les représentants des professionnels constatent qu'elle en est encore « au signe discret à la fenêtre, pas à se serrer la main et encore moins à dialoguer ».

*« Des pêcheurs incompris par les scientifiques » selon leurs représentants*

Le pêcheur entendu évoque avec beaucoup d'ironie l'impression que les pêcheurs ont d'être pris pour des « imbéciles ». Les représentants des professionnels ont exprimé la sensation que les scientifiques ne se mettent pas à la portée du pêcheur : graphiques « trop compliqués », commentaires « incompréhensibles », « absence de réunions » explicatives faites par les scientifiques. Les représentants eux-mêmes ont parfois du mal à comprendre et à interpréter les résultats qui leur sont fournis, résultats qu'ils estiment « s'adresser à des scientifiques ». Pour se faire une idée des données, ils emploient des halieutes qualifiés (comités locaux, organisations professionnels).

La présentation et les résultats produits par l'Ifremer en général semblent loin des préoccupations des professionnels. Ils semblent ne pas s'y retrouver, ne pas y trouver leur compte.

*Des professionnels qui doutent de la pertinence des données scientifiques*

Au dire des représentants rencontrés, les professionnels s'interrogent sur la manière dont sont faites les statistiques et sur quoi elles reposent. Ils sont méfiants à l'égard des résultats qualifiés de « faux ou pas justes », en tout cas « pas réalistes ». Ils considèrent les pêches scientifiques comme « nulles », parce que « les chaluts sont mal montés », les traînes de pêche ne sont pas faites « aux bons endroits »... Ils ne « voient pas les scientifiques », ils ne « voient pas leurs bateaux », « comment peuvent-ils savoir où est le poisson ? ». Pour schématiser, ils perçoivent « les scientifiques comme des irresponsables qui les étranglent ». Pour pallier à cette attitude, ils préconisent de présenter des « faits incontournables ».

*Une attitude ambiguë des gestionnaires*

Les gestionnaires constatent que « plus les chercheurs restent dans leur laboratoire, sans aller au contact avec les pêcheurs, plus les relations se passent mal ». Le regard des administrations sur la profession est conciliant : « dur métier » de pêcheur, « accaparant » en termes de temps, « physiquement éreintant », « pas forcément bien représenté ». Ifremer « devrait avoir un rôle d'assistance à la pêche ».

« Prisonniers ! » d'une relation qualifiée par eux-mêmes de « quasi incestueuse » avec la profession, les gestionnaires se tournent vers les scientifiques pour avoir « l'éclairage nécessaire » sur un sujet « délicat ».

*« Un corps scientifique qui doit affirmer ses positions » selon la cible civile*

Le point de vue de la société civile (l'ONG et le journaliste) est proche de celui des élus et des administrations observatrices (IFEN, AGLIA). Ils estiment que les scientifiques doivent non seulement interpréter mais afficher haut et fort leur diagnostic afin d'éviter que d'autres ne le fassent à leur place, afin de ne pas être « pris en otage ». De ce point de vue, ils pensent que « s'il est du ressort des scientifiques de faire comprendre aux pêcheurs le problème des rejets des espèces non commerciales, les scientifiques doivent le faire clairement ». Dans le même

temps, ils observent la tendance des pêcheurs, comme les agriculteurs, « à rejeter en bloc les messages qui ne leur font pas plaisir » et qui les remettent en question.

## 2.3. La perception des notions de gestion durable et écosystémique

### 2.3.1. La notion de gestion intégrée pour le développement durable

*C'est « une réflexion à avoir, une nécessité » pour l'ensemble des personnes interrogées*

L'ensemble des personnes interrogées s'accordent à dire que pour éviter que des décisions continuent à être prises espèce par espèce, décisions dont les effets sont « catastrophiques », puisque l'effort est reporté sur autre chose (autre espèce, autre outil, autre zone de pêche), une approche par la gestion intégrée serait un début de solution. La réglementation est souvent en retard sur l'analyse scientifique. Une gestion intégrée devrait donc « prendre en compte tous les paramètres » de la zone. Elle se situe à plusieurs niveaux : international (grands bassins maritimes), national, régional et local.

*Mais les professionnels se méfient de ces termes « à la mode »*

Les représentants des professionnels ont tendance à taxer la gestion intégrée et le développement durable de « discours à la mode », de « beau discours ». On sent une certaine méfiance et une certaine réticence. Qui dit gestion intégrée dit outils compatibles avec des ressources en renouvellement permanent, des hommes, des entreprises et des outils de travail. Les intérêts personnels des pêcheurs sont souvent considérés supérieurs à l'intérêt général, même si les mentalités évoluent. « L'ancienne école reste opportuniste et veut gagner de l'argent tout de suite maintenant et le plus possible. » « La nouvelle génération raisonne en termes de carrière, sur les 20-30 années avenir, soucieuse de sa carrière, de son entreprise et de la durabilité de la ressource. »

*Pour les institutions, « la gestion intégrée en est à ses balbutiements et devrait prendre en considération l'ensemble des usages »*

Selon les personnes des administrations rencontrées, la gestion se fait par « le contrôle, la réglementation et des incitations économiques ». L'administration a « besoin de cadres qui la définissent ».

Pour les institutions, une gestion intégrée devrait prendre en compte tous les usagers de la mer. Parler « technique et évolution de la pêche ». Présenter l'« évolution des tonnages débarqués », l'évolution des espèces halieutiques et des espèces non commerciales. Comporter des « informations sur le continent », « aller jusqu'à l'agriculture ».

La gestion intégrée va « au-delà de la gestion stock par stock » et signifie une « réflexion sur la communauté », « l'intérêt de la pêche », « l'intérêt pour les usages, la Gestion Intégrée des Zones Côtières ». Elle prend en compte aussi bien la plaisance, la conchyliculture, la pêche maritime, la pêche récréative que les extractions de granulats, les projets d'éoliennes, la pose de câblages, le tourisme,... « Les intérêts de chacun, par essence contradictoires, doivent être préservés pour chacun ». Le problème reste entier car « chacun voit midi à sa porte ».

Pour les politiques, la notion de développement durable induit une « approche participative : dialogue, consensus, information, sensibilisation dans une forme de gouvernance ». La question est de savoir « comment trouver un équilibre et un développement harmonieux ».

*Pour la cible civile, c'est « l'occasion de responsabiliser »*

La gestion intégrée est l'occasion de sensibiliser par le territoire, et donc de « responsabiliser les pêcheurs » selon l'ONG interrogée. La gestion par le territoire signifie « des devoirs et des comptes à rendre » en tant que « gestionnaire d'un territoire et non plus prédateur d'un milieu ». « En considérant le pêcheur comme gestionnaire d'une activité de prélèvement plutôt que comme gestionnaire d'une activité de production, le scientifique lui donne alors les éléments de suivi de sa gestion au travers d'indicateurs » différents. Il faudrait dès lors envisager de « réfléchir aux espèces associées » pour une pêcherie, selon le journaliste.

Les représentants de la mouvance écologiste (ONG et élu) se refusent à réduire le développement durable au « développement soutenable » : économie + social + environnement. Ils l'élargissent à des « facteurs culturels » et à la notion de « gouvernance ».

### **2.3.2. La perception de la notion d'indicateur**

*« Des indicateurs qui ont du sens, partagés par tous »*

Pour l'ensemble des personnes interrogées, un indicateur doit « signifier quelque chose par rapport à un objectif donné ». Il permet de « suivre la ressource », « donner des signaux d'alarme ou des signaux de bonne santé ». Il doit donc « avoir du sens », et permet de « qualifier quelque chose de complexe ».

Des paramètres mesurent cet objectif. Ce sont des repères pour suivre l'évolution d'une situation. Outil simple par essence, il doit être « compris et accepté par tous », pour être partagé. « Nécessairement imparfait », il est réactualisé facilement, en termes de coûts et de régularité. Il apporte des éléments de réflexion à la gestion des ressources. Ce sont les « instruments d'un tableau de bord pour piloter », avec des « clignotants », pour gérer des zones.

Il semble qu'une réflexion collective sur les indicateurs avec toutes les parties prenantes de la filière de près ou de loin serait pertinente. Elle est unanimement demandée. « Le choix d'un indicateur plutôt qu'un autre est politique, il faut en préciser l'objectif. » Les indicateurs doivent être illustrés par des « graphismes parlants », des « tendances marquées ».

*« Des outils d'anticipation professionnelle »*

Pour les représentants des professionnels, les indicateurs devraient permettre aux pêcheurs de construire leur stratégie de pêche et leur stratégie d'entreprise, « d'anticiper les évolutions pour qu'ils puissent s'y adapter ». Ils devraient prendre en considération l'économie et les réglementations législatives, mettre en relation activité économique, emplois et espèces. Ils donnent des « signaux d'alarme et des signaux positifs ».

*« Un suivi de la politique menée pour les institutions »*

Pour les administrations, les indicateurs doivent être simples, « en relation avec les politiques menées actuellement », complétés par d'autres indicateurs, prendre en compte les TAC et la mortalité par pêche.

Les gestionnaires sont conscients que les indicateurs pour une approche écosystémique « n'existent pas puisque la politique n'est pas encore définie » sur ce sujet.

### **2.3.3. L'approche écosystémique**

*« Une nécessité pour tous, dans la perspective du développement durable »*

La connaissance des écosystèmes semble nécessaire pour l'ensemble des personnes rencontrées. Une approche écosystémique devrait prendre en considération des données sur « la pêche, le climat, la pollution, la diminution de la surface des estuaires, les apports fluviaux, la température et la salinité de l'eau, les extractions de granulats, les projets portuaires, la plaisance » et voir leurs incidences sur les espèces afin de « ne pas caricaturer et réduire toutes explications à une surexploitation » de la pêche.

Elle devrait préciser l'ensemble des espèces prises en considération, et si possible s'intéresser à toutes les espèces d'une zone, « espèces invasives » et « algues » comprises, préciser « la place des espèces dans la chaîne alimentaire ».

Cette approche multicritères est « difficile » mais, à terme, serait « plus efficace et opérationnelle » pour la gestion des ressources. Pour les courants écologistes, le développement durable doit s'éloigner de l'idée que « l'économie de la pêche dure et perdure » dans son état actuel.

*Des professionnels sceptiques*

C'est encore un « truc à la mode », « une tarte à la crème ». Pour les représentants, seules les « jeunes générations ont admis que les ressources étaient épuisables ».

Selon les comités de pêches interrogés, une approche écosystémique devrait permettre de « comprendre la mobilité des espèces et leur déplacement dans les océans », distinguer « espèces inféodées des espèces transitoires et saisonnières », distinguer « espèces au cycle de vie très court » des espèces ayant besoin d'atteindre une certaine maturité pour se reproduire.

*« Une intention à transformer en politique » pour les institutions*

Selon les administrations, l'approche écosystémique n'a pas encore commencée, elle en est au stade des intentions.

« L'intérêt d'une approche écosystémique est de pouvoir faire le lien avec les événements, des mesures, de créer du dialogue, de faire évoluer l'ensemble du dispositif de gestion, l'ensemble de l'intelligence collective, d'éviter que chacun reste cantonné dans ses savoirs et ses positions. »



## 2.4. la critique du bulletin

### 2.4.1. Ses points forts

*« Une approche territoriale, géographique, responsabilisante »*

L'approche géographique et régionale a été fortement appréciée et permet de « se repérer » facilement. Les cartes sont « très parlantes ». Ce principe est le point de départ aux réflexions sur la gestion intégrée et sur les écosystèmes aux dires de la plupart des personnes interrogées. Selon les écologistes, elle a de plus l'intérêt de « responsabiliser » les professionnels concernés.

*« Une présentation attractive synthétique, fait rare pour être remarqué »*

Le bulletin est qualifié de « léger », « agréable à lire », avec des fiches extractibles « systématisées » qui permettent de comparer. L'effort de synthèse est « réel ». Ce bilan est « un bon compromis entre la lisibilité et l'information synthétique pas dégradée, complète ». D'un « abord simple », « rapide à lire », « pas rébarbatif », il donne le sentiment de rendre les données accessibles. Cette présentation « claire », « bien illustrée », « colorée », « simple » a été unanimement saluée.

*« Les prémisses de la création d'un outil »*

Le choix du 4 pages, « qui peuvent être extraites », est « pertinent », et permettrait de « cibler » les envois. Le document « facile à transporter », pas le « pavé » scientifique habituel de « 250 pages » « assez imbuvable » permet au bulletin de se démarquer de la littérature habituelle de l'Ifremer. « Pour une fois, quelque chose d'intelligent et efficace » qui peut « servir de base à la création d'un outil ».

*« Une présentation inédite des campagnes scientifiques »*

Le bulletin présente les résultats des campagnes scientifiques « qui permet de voir ce qui ressort de ces campagnes » et de « comprendre comment elles sont faites ». Cette « présentation de l'évolution des ressources qui s'appuie sur les campagnes scientifiques », en dehors de l'évaluation des stocks CIEM, intéresse toute la filière a priori. Elle permet de « comprendre la manière dont les scientifiques évaluent les pêcheries ». Elle propose une « vision des campagnes expérimentales avec des éléments sur des stocks accessoires » pour donner « une idée de l'approche écosystémique ». C'est « une première étape à un véritable travail écosystémique ». Les deux informations : évolution des espèces d'une zone, et description environnementale et biologique de la région informant sur l'écosystème sont perçues comme complémentaires.

Ces fiches par campagne ont « le mérite d'exister ». Mais la question reste entière : peut-on s'en tenir à un « atlas des campagnes scientifiques » ?

### 2.4.2. Ses points faibles

#### *Etre « resté trop scientifique »*

Le document attractif s'avère complexe et réservé à des initiés. L'impression générale du bulletin est agréable, mais pêche sur la clarté de ses objectifs et l'utilité des informations qu'il livre.

Un certain nombre d'informations du bulletin concernent la communication interne de l'institut. Le « regroupement des campagnes dans le cadre du SIH est une information importante pour l'organisation interne, sans intérêt pour le lecteur ». L'impression d'avoir affaire à une « production scientifique pure » est manifeste pour la plupart des lecteurs. Elle en a gardé les stigmates : structure de rapport, conclusion à la fin, présentation académique des auteurs, références bibliographiques inaccessibles (difficiles à trouver et à comprendre), multiplication des « En savoir plus ». L'utilisation d'un vocabulaire technique exclut le profane. Si le bulletin s'adresse à l'ensemble de la filière, son langage et sa mise en forme indiquent pour l'instant autre chose.

#### *Des choix de présentation facteurs d'incompréhension*

Le tableau « Evolution des principales populations... », dont le titre s'avère ambigu, n'a pas été compris. Des confusions sont apparues entre « espèces principales », « espèces dominantes » et espèces « les plus représentées dans les échantillonnages ». Une représentation graphique des données en 3D s'avère inappropriée. Sur certains graphiques, les écarts type sont très forts avec des disparités dans les tendances, qui peuvent être critiquées, voire remettre en question la validité de la tendance.

Les explications techniques telles que le Coin du matheux ont été jugées trop scientifiques et ont pu faire fuir.

#### *Des choix d'espèces perçus comme « arbitraires »*

Le choix de l'espèce prise comme exemple emblématique de la zone étudiée est apparu comme « arbitraire ». Espèce « dominante », « phare », « cible », « la plus en danger », « centrale », « emblématique » ou « espèce dans le collimateur parce qu'il y a un plan et une réglementation spécifique » ? Les questions sur ce choix ont été redondantes : « Et la morue en mer Celtique ? plus sujet à polémique. Et la langoustine pour le golfe de Gascogne ? Et la crevette en baie de Somme ? N'est-il pas gênant que ce soit pratiquement toujours les mêmes espèces analysées ? »

En l'occurrence sur les espèces, les références sont, à l'unanimité, les fiches CIEM ou les fiches espèces Ifremer consultables sur Internet, avec lesquelles le bulletin ne peut rivaliser. L'objectif de communication du bulletin devra donc se placer sur un autre plan et bien s'en distinguer.

#### *« Un manque d'exhaustivité » accepté mais « à expliquer »*

Des zones non couvertes par les campagnes scientifiques reflètent qu'un pan de la recherche n'est pas fait. Les raisons ne sont pas indiquées et pas connues des personnes interrogées. Ce manque d'exhaustivité est acceptable par tous à partir du moment où il est clairement identifié et

expliqué. Si une zone n'est pas couverte par les campagnes, il faut simplement le dire et en expliquer les raisons. Le champ d'investigation des espèces ou des zones peut être mieux défini.

*« Des messages pas clairs, des conclusions vagues et consensuelles »*

L'information donnée est qualifiée de « relativement basique », l'analyse plutôt « floue », le contenu « faible », le commentaire « consensuel », les conclusions « généralistes ». Des contradictions apparentes entre graphiques, commentaire et tendances rendent le message peu lisible.

Les commentaires « beaucoup de texte » manquent d'arguments scientifiques sur la perturbation de l'écosystème, la surexploitation, l'impact de la pêche, les phénomènes de pollution... Changement d'origine climatique, exploitation intensive invitent à une explication. Les « conclusions sont vagues », sans « éléments précis pour dire que la situation s'améliore ou se détériore ». Selon les élus et les administrations, les ministères ne pourront être convaincus que par des « éléments incontestables et déterminants ». L'absence de données de contexte et d'une problématique est clairement formulée.

## **2.5. Les pistes d'évolution**

Les pistes d'évolution suggérées par les personnes rencontrées sont de deux ordres : d'une part, se recentrer sur l'objet initial du bulletin, c'est à dire présenter des résultats des campagnes scientifiques et d'autre part, tendre vers une présentation synthétique régionale multicritères.

### **2.5.1. Présentation des résultats des campagnes scientifiques**

Des évolutions de forme faciles à mettre en oeuvre se résument à des questions de présentation et des efforts de pédagogie et de transparence. Une présentation plus explicite de ce qu'est une campagne à la mer, notamment de la méthode d'évaluation des scientifiques, précisant les zones prospectées, le protocole suivi, la périodicité, le choix des outils et des présentations paraît pertinente. Un élargissement des clés pour comprendre et interpréter les données proposées reprendrait des notions d'halieutique de base telles que recrutement, espèces démersales, espèces dominantes, communauté, population...et expliquerait plus concrètement la signification et l'intérêt des indicateurs. La présentation régionale pourrait être poussée jusque dans l'analyse et s'écarter un peu du point de vue restrictif de la campagne scientifique. Les synthèses afficheraient plus clairement l'état des ressources avant les campagnes, exposeraient les évolutions des indicateurs et poseraient une analyse au travers d'un diagnostic, écrit et visuellement illustré.

Ces premières évolutions, assez faciles à mettre en oeuvre, permettraient de recadrer le document sur un objectif de communication moins ambitieux mais plus conforme à la réalité des données. En se résumant à l'évolution de la faune par façade au travers d'indicateurs des campagnes, le bulletin se repositionnerait sur une présentation des ressources régionales, non pas comme une approche écosystémique, mais avec pour ambition d'aller vers un outil opérationnel sans pour autant être un outil de gestion intégrée.

### 2.5.2. Présentation synthétique régionale multicritères

Le deuxième aspect de l'évolution du bulletin concerne plus sa finalité. Ce qui a été critiqué au delà de la forme, c'est la finalité du bulletin. Les attentes et la perception du milieu de la pêche par ses propres acteurs montrent, d'une part, qu'un outil de gestion intégrée fait défaut aux professionnels et aux gestionnaires de la pêche, et d'autre part, qu'une information plus globale prenant en considération l'ensemble des facteurs qui ne permettraient peut-être pas de comprendre mais au moins d'avoir une vision d'ensemble des phénomènes côtiers est quasiment inexistante. Le bulletin a fait office de catalyseur sur ces absences. Or, ces évolutions ne sont pas du ressort du bulletin. Plus difficiles à mettre en oeuvre, ces pistes concernent une réflexion plus fondamentale sur la création d'outils d'aide à une gestion intégrée, et la production et la diffusion d'une information vulgarisée de l'état de santé des espaces marins des littoraux français. Cette réflexion est sans doute à mener en amont et en étroite collaboration avec l'ensemble de la filière.

La demande des gestionnaires de la pêche d'un outil d'aide à la gestion paraît presque impérative dans le contexte national et international actuel. Il s'agirait de suivre l'évolution des ressources par façade à travers des données agrégées non plus par campagne mais par zone et de comprendre l'impact des activités humaines sur ces zones côtières, en prenant en considération l'ensemble des données disponibles. Il permettrait d'avoir une vue d'ensemble et à l'avenir de répondre à « la mission de soutien au développement d'une gestion intégrée pour une exploitation durable des ressources marines ».

Un état des écosystèmes marins des littoraux de la France correspond également à une demande de l'ensemble de la filière et pourrait s'élargir au grand public. Occasion pour l'Ifremer de faire valoir sa capacité de synthèse, sur le modèle de « Gardons la pêche ». Ce document de « culture générale » sur les écosystèmes marins des littoraux présenterait à la fois un panorama des espèces représentatives et dominantes, des évolutions des espèces dans le temps, des phénomènes interspécifiques (prédation, asphyxie...) et des données relatives aux activités humaines (pollution, changement climatique, salinité, température des eaux, débit des fleuves,... mais aussi pêche, port 2000, granulats, éoliennes,...) pouvant avoir un impact.

## 3. CONCLUSION

### 3.1. Evolutions à mettre en oeuvre

L'enquête permet de mettre en relation les objectifs de communication du bulletin, fixés sans doute à posteriori par le groupe de recherche et donc pas très clairs lors de sa rédaction, et le ressenti des personnes interrogées, toutes destinataires potentiels.

Le premier objectif qui est de rendre public et partager des indicateurs avec l'ensemble de la filière n'est pas encore atteint. Les professionnels et une partie des administrations n'ont pas complètement validé les indicateurs ; leur légitimité est en cours d'acquisition. La formalisation des indices peut encore être améliorée pour correspondre mieux à leurs attentes. La signification et l'interprétation des indices devraient être plus visibles et clairement exprimées à travers un état de santé ou un diagnostic.

Sensibiliser les pêcheurs aux espèces non commerciales est un objectif que le bulletin déflore. Comme les centres d'intérêt de la profession vont aux espèces commerciales et aux spécificités de leur région, cette ambition nécessite de réels efforts pédagogiques. Le bulletin commence sans doute à les familiariser à une approche de ce type. Un message sur l'interdépendance des espèces serait une autre étape.

Répondre aux interrogations de la société civile sur la biodiversité, les écosystèmes et la durabilité de la ressource est un objectif auquel le bulletin doit s'ajuster. Scientifique dans sa démarche et son langage, il devrait poser les notions élémentaires de l'halieutique pour être mieux compris. En donnant des éléments d'information sur l'effort de pêche, les rejets, le climat, la biodiversité, les algues invasives, les crépidules..., il se rapprocherait des préoccupations de la société civile.

Proposer des outils d'aide à la gestion intégrée est un premier pas vers lequel tend ce bilan. Les démarches du bulletin et de l'étude ont été perçues très positivement comme le signe d'une réelle volonté des scientifiques de travailler en collaboration plus étroite avec les parties prenantes de la pêche. Pour tendre vers ce type de formalisation, des voyants, des indicateurs de tendances claires, des signes forts, et une mise en perspective par rapport à l'ensemble des activités humaines côtières seraient un bon point de départ.

En l'état actuel, le bilan serait « relégué sur une étagère », vite oublié, voire « inutile ». Il doit faire ses preuves en terme de contenu, de pertinence des indicateurs choisis au regard des objectifs fixés et de transparence dans les campagnes scientifiques. Sa diffusion devrait sans doute faire l'objet d'une volonté plus forte.

L'enjeu pour Ifremer à trouver sa place sur le sujet des indicateurs est important. Les ONG en voie de professionnalisation pratiquent un lobbying européen de plus en plus prégnant. Les français auraient « un rôle limité » dans les Comités Consultatifs Régionaux pour l'instant, selon un comité de pêche. Les comités de pêche et les organisations professionnelles, quant à elles, sont en train de constituer leurs propres bases de données et de connaissances.

### 3.2. Bilan de l'étude

L'étude a permis de faire remonter un certain nombre d'insatisfactions et d'attentes des parties prenantes de la filière. La consultation pour le Bulletin des campagnes a été l'occasion pour

nombre de personnes interrogées de formuler des attentes qui vont au-delà de la forme et du contenu du bulletin. Cette synthèse s'en est volontairement faite l'écho.

Les évaluations des ressources sont mal perçues, l'absence de transparence dans la démarche scientifique est montrée du doigt par l'ensemble des personnes interrogées. La qualification et la quantification d'une ressource mobile comme le poisson constitue un véritable enjeu politique sur lequel tous les protagonistes expriment la volonté d'avoir leur mot à dire, que ce soit dans la conceptualisation, le choix des indices ou la présentation des résultats. La nécessité de mettre à disposition une information un peu complète sur le milieu marin apparaît également clairement.

Le bulletin constitue une première réponse à ces attentes et a été pris comme tel malgré ses imperfections. Il confirme une volonté d'ouverture par une présentation agréable se voulant plus accessible. Il a ouvert la voie à une plus grande transparence sur les campagnes scientifiques. Il présente des indicateurs globaux sur la faune, même si le bilan 2004 ne présente pas encore un diagnostic clair. Il tend à mettre en perspective des résultats d'évolution avec une description de l'environnement. Les éléments constitutifs de cette description environnementale gagneraient à être élargis à des éléments d'une approche écosystémique de gestion intégrée. L'effort de synthèse a été souligné, mais il peut encore être augmenté.